
Informations actualisées sur l'Initiative de riposte du FIDA à la crise (troisième rapport)

Cote du document: EB 2025/OR/29

Date: 25 novembre 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: EXAMEN

Documents de référence: Protection des moyens d'existence et de la résilience en zone rurale – Riposte du FIDA aux répercussions de la guerre en Ukraine: Initiative de riposte à la crise ([EB 2022/135/R.39](#)); Informations actualisées sur l'Initiative de riposte à la crise du FIDA ([EB 2023/OR/3](#)); Informations actualisées sur l'Initiative de riposte du FIDA à la crise (deuxième rapport) ([EB 2024/OR/12](#))

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à examiner les présentes informations actualisées sur l'Initiative de riposte du FIDA à la crise (troisième rapport).

Questions techniques:

Donal Brown

Vice-Président adjoint
Département des opérations de pays
courriel: d.brown@ifad.org

Alice Van der Elstraeten

Administratrice de programmes, Initiative de riposte à la crise
Département des opérations de pays
courriel: a.vanderelstraeten@ifad.org

Informations actualisées sur l'Initiative de riposte du FIDA à la crise (troisième rapport)

I. Vue d'ensemble de l'Initiative

1. Le FIDA a lancé l'Initiative de riposte à la crise (ci-après l'« Initiative ») en avril 2022 dans le but de protéger les moyens d'existence productifs en milieu rural et de favoriser leur résilience au cœur d'une crise mondiale déclenchée par la guerre en Ukraine et d'autres facteurs, dont les effets se sont fait sentir sur les marchés et les prix des denrées alimentaires, des intrants agricoles et des carburants. L'Initiative devait s'inscrire dans le prolongement du programme de travail du FIDA et le compléter pour permettre aux petits producteurs ruraux de bénéficier de nouveaux débouchés commerciaux à l'échelle locale et de préserver les acquis du développement.
2. Conformément au but initial, l'Initiative a canalisé des financements accordés sous forme de dons, répartis en quatre volets: i) veiller à ce que les petits exploitants, pêcheurs et éleveurs puissent accéder, à un coût abordable, à des intrants – animaux reproducteurs, semences, fourrage, carburant, engrais et technologies; ii) améliorer les systèmes alimentaires et la production en investissant dans des infrastructures à petite échelle pour améliorer la capacité de production et réduire les pertes après récolte; iii) favoriser l'accès aux financements; iv) faciliter l'accès aux marchés et aux informations y relatives.
3. Les pays ont été classés par ordre de priorité en fonction de leurs besoins et de leurs vulnérabilités, comme indiqué dans le document [EB 2022/135/R.39](#). Seize pays ont finalement été retenus. Sur le budget global de 80 331 548 USD, le FIDA a alloué 72 863 775 USD à 12 programmes de prêt du FIDA et à 4 projets autonomes mis en œuvre par des partenaires tiers. L'Initiative a pris fin en décembre 2024 et la clôture financière a eu lieu en juin 2025. En accord avec les donateurs, les fonds restants seront réaffectés à un projet autonome en Afghanistan qui débutera en janvier 2026.
4. À la date de clôture, l'Initiative avait atteint un total de **583 886 ménages ruraux**, soit environ **3,5 millions de personnes** dans 16 pays, et obtenu des résultats tangibles sur les quatre volets.
5. Le FIDA s'est engagé à présenter des informations concernant l'Initiative sur une base annuelle aux donateurs et au Conseil d'administration. Le premier rapport a été soumis en août 2023 ([EB 2023/OR/3](#)), le deuxième en octobre 2024 ([EB 2024/OR/12](#)). Le présent rapport (le troisième) donne une vue d'ensemble de l'Initiative à l'achèvement. Une dernière mise à jour sera fournie après la clôture financière complète de l'Initiative et rendra notamment compte du projet autonome en Afghanistan.

II. Résumé de la mise en œuvre de l'Initiative de riposte à la crise

A. Mobilisation des ressources

6. À la fin de l'été 2022, l'Irlande a apporté 1 million d'EUR et le Royaume des Pays-Bas, 10 millions d'EUR. Vers la fin de l'année 2022, l'Allemagne a apporté 30 millions d'EUR et les États-Unis, 10 millions d'USD. En mars 2023, la Norvège a notifié au FIDA son intention de cofinancer des projets en cours dans le cadre de l'Initiative. Le 22 juin 2023, un accord de contribution additionnelle a été conclu avec l'Agence norvégienne de coopération pour le développement pour un montant de 300 millions de couronnes norvégiennes (NOK).

Tableau 1
État des contributions financières à l'Initiative au 31 août 2024

État membre	Monnaie locale	Frais de gestion (en monnaie locale)	Montant net (en monnaie locale)	Frais de gestion (en USD)	Montant net (en USD)	Contribution totale (en USD)
Irlande	EUR	80 000	920 000	80 984	931 316	1 012 300
Pays-Bas (Royaume des)	EUR	800 000	9 200 000	799 144	9 190 151	9 989 295
Allemagne	EUR	2 400 000	27 600 000	2 534 622	29 148 153	31 682 775
États-Unis	USD	800 000	9 200 000	800 000	9 200 000	10 000 000
Norvège	NOK	24 000 000	276 000 000	2 211 774	25 435 404	27 647 178
Total				6 426 524	73 905 024	80 331 548

B. Conception, répartition par pays et prolongation

7. Comme décrit dans le document [EB 2024/OR/12](#), les contributions financières à l'Initiative se sont échelonnées, d'où une conception et une exécution elles-mêmes progressives. Cet état de fait, conjugué à la brièveté de l'échéance initiale et à la difficulté du contexte des interventions à privilégier, a amené le FIDA à demander une prolongation aux donateurs, la date d'achèvement étant repoussée de juin 2024 à décembre 2025.
8. Au niveau des projets, treize pays ont demandé entre deux et six mois de prolongation. En moyenne, l'exécution de l'Initiative s'est étalée sur 13 mois, du premier décaissement à l'achèvement, prolongations comprises. Le tableau 2 donne un calendrier synthétique de l'approbation de la conception, des premiers décaissements, des premières dates d'achèvement et des prolongations.

Tableau 2
Aperçu de la chronologie du processus de conception, des allocations et des prolongations demandées

Disponibilité du financement	Pays	Allocation (en USD)	Approbation de la conception	Premier décaissement	Échéance initiale	Échéance après prolongation
Juin 2022	Somalie	3 000 000	10/2022	01/2023	06/2024	12/2024
	Érythrée	3 300 000	10/2022	07/2023	12/2023	06/2024
	Afghanistan	3 300 000	10/2022	12/2022	12/2023	06/2024
Novembre 2022	Yémen	3 300 000	08/2023	10/2023	06/2024	12/2024
	Éthiopie	3 299 850	01/2023	05/2023	03/2024	s.o.
	Burundi	3 000 000	01/2023	09/2023	06/2024	12/2024
	Madagascar	3 000 000	01/2023	11/2023	05/2024	11/2024
	Mozambique	3 008 036	03/2023	10/2023	06/2024	12/2024
	Haïti	3 245 000	03/2023	12/2023	06/2024	12/2024
	République centrafricaine	3 003 608	03/2023	12/2023	06/2024	09/2024
	Malawi	3 000 000	02/2023	05/2023	06/2024	s.o.
	Mali	2 887 000	05/2023	01/2024	06/2024	12/2024
	Niger	3 000 000	10/2023	01/2024	06/2024	12/2024
	Tchad	3 253 000	05/2023	12/2023	06/2024	11/2024
	Ouganda	3 210 000	04/2023	09/2024	06/2024	12/2024
Juin 2023	Afghanistan (financement additionnel)	2 024 000	09/2023	11/2023	06/2024	08/2024
	Somalie (financement additionnel)	7 000 000	08/2023	11/2023	06/2024	12/2024
	Mozambique (financement additionnel)	2 766 118	09/2023	01/2024	06/2024	12/2024
	Burundi (financement additionnel)	1 841 771	08/2023	04/2024	06/2024	12/2024
	République centrafricaine (financement additionnel)	2 765 392	09/2023	12/2023	06/2024	09/2024
	Malawi (financement additionnel)	5 060 000	10/2023	01/2024	06/2024	s.o.
	Ouganda (financement additionnel)	1 840 000	08/2023	09/2024	06/2024	12/2024
	Gambie	2 760 000	11/2023	01/2024	06/2024	12/2024
	Total	72 863 775				

C. Taux de décaissement

9. À la **date d'achèvement** de toute l'Initiative (31 décembre 2024), 67,83 millions d'USD des allocations aux projets totalisant 72,86 millions d'USD avaient été décaissés (93% du total).
10. Le tableau 3 donne un aperçu de la situation par pays à la **date de clôture** de l'Initiative (30 juin 2025). Un montant actualisé est fourni pour les interventions closes au plan financier; ce montant englobe les dépenses engagées au titre de l'Initiative et le reliquat remboursé au FIDA, le cas échéant. Le solde est donc nul sauf pour les projets qui n'étaient pas encore clôturés au 30 juin 2025.

Tableau 3
Situation financière par pays au 30 juin 2025

<i>Pays</i>	<i>Montant initial – Montant alloué</i>	<i>Montant actualisé – Montant financé</i>	<i>Montant décaissé</i>	<i>Solde</i>
Somalie	10 000 000,00	9 995 000,00	9 995 000,00	0,00
Yémen	3 300 000,00	3 300 000,00	3 300 000,00	0,00
Afghanistan	5 324 000,00	5 315 657,10	5 315 657,10	0,00
Érythrée	3 300 000,00	3 300 000,00	3 300 000,00	0,00
Burundi	4 841 771,00	3 501 099,50	2 714 196,33	786 903,17
Madagascar	3 000 000,00	3 000 000,00	2 481 654,30	518 345,70
Éthiopie	3 299 850,00	3 299 850,00	3 299 850,00	0,00
République centrafricaine	5 769 000,00	5 769 000,00	5 685 666,67	83 333,33
Malawi	8 060 000,00	8 060 000,00	8 060 000,00	0,00
Haïti	3 245 000,00	3 245 000,00	889 825,31	2 355 174,69
Mozambique	5 774 154,00	5 774 154,00	5 774 154,00	0,00
Ouganda	5 050 000,00	5 050 000,00	5 034 293,90	15 706,10
Tchad	3 253 000,00	3 253 000,00	3 247 731,85	5 268,15
Mali	2 887 000,00	2 887 000,00	2 882 902,88	4 097,12
Niger	3 000 000,00	3 000 000,00	3 000 000,00	0,00
Gambie	2 760 000,00	2 760 000,00	2 760 000,00	0,00
Total	72 863 775	71 509 760,60	67 740 932,34	3 768 828,26

Note: Données compilées par la Division du contrôle financier du FIDA à l'aide de la plateforme Oracle Business Intelligence du FIDA le 30 juin 2025. Seuls les projets financièrement clos affichent un solde nul.

11. Sachant qu'à la date d'achèvement (décembre 2024), tous les fonds alloués n'avaient pas pu être dépensés dans certains pays (Burundi, Haïti, Madagascar et la République centrafricaine en particulier), les donateurs ont convenu en novembre 2024 que, une fois l'Initiative financièrement close dans son ensemble, le reliquat des ressources serait réaffecté à un nouveau projet autonome en Afghanistan. Une fois tous les projets clôturés, le montant total disponible sera confirmé. La fourchette escomptée se situe entre 3,5 et 4 millions d'USD.
12. Au **Burundi**, l'Initiative a rencontré une série d'obstacles opérationnels et de circonstances complexes, notamment le manque de devises, qui entravait l'importation d'intrants, et la pénurie généralisée de carburant, qui a retardé l'acheminement et la distribution d'intrants de l'agriculture et de l'élevage dans les zones rurales reculées. Le volume et le coût des biens à acheter, la plupart en importation, ont allongé et complexifié la procédure de passation de marchés, d'où l'impossibilité d'utiliser complètement les fonds alloués avant la fin de l'Initiative. Les marchandises achetées et livrées après la date d'achèvement ont été payées et distribuées par le projet de rattachement pour honorer les engagements pris envers les petits producteurs.
13. En **Haïti**, l'instabilité persistante, la chute successive des gouvernements et la détérioration rapide des conditions de sécurité ont entravé la capacité opérationnelle de l'unité de gestion du projet de rattachement du FIDA, le Projet d'économie bleue inclusive (I-BE). Les goulets d'étranglement dans la passation des marchés, tels que la longueur des procédures d'attribution des marchés et la

pénurie de prestataires de services dans le pays, ont retardé l'exécution de plusieurs activités prévues dans l'Initiative, notamment les investissements dans les filières du riz et de la pêche. Les progrès ont été d'autant plus lents que le projet de rattachement était en phase de démarrage, certains processus et équipes n'étant pas encore en place. L'Initiative a toutefois accéléré les opérations de terrain et l'exécution du projet I-BE. Une stratégie de sortie a été conçue pour mener à terme les activités inachevées dans le cadre du projet de rattachement.

14. Le reliquat était moindre à Madagascar et en République centrafricaine. À Madagascar, une partie du budget, correspondant à un fonds renouvelable finalement resté en friche faute de temps, a été remboursée au FIDA. En République centrafricaine, certains crédits n'avaient pas été dépensés à l'achèvement du projet.

D. Résultats de l'Initiative

15. Le FIDA a regroupé les produits, la portée et les effets directs de l'Initiative dans un cadre de gestion des résultats spécifique, reproduit à l'appendice I.

Niveau I – Résultats en matière de développement

16. Le niveau I du cadre de gestion des résultats correspond à la contribution de l'Initiative à la préservation ou à l'amélioration des revenus des ménages, de la production, de la commercialisation et de la sécurité alimentaire par rapport à la situation d'avant la crise¹. Les indicateurs des effets directs ont été mesurés par des évaluations accélérées.
17. Les évaluations ont pris pour base huit projets sur seize pour garantir l'équilibre géographique et la couverture des quatre volets. Les pays retenus étaient l'Afghanistan, l'Éthiopie, le Malawi, le Mali, le Mozambique, l'Ouganda, la Somalie et le Tchad. À l'aide d'un bref questionnaire uniformisé, des données autodéclarées ont été recueillies dans ce cadre auprès de 500 ménages dans chaque pays. Cette approche rend les données comparables entre pays, ce qui permet d'établir des rapports harmonisés et modulables sur les résultats.
18. Les résultats des évaluations accélérées montrent que plusieurs indicateurs de niveau I se sont bien rétablis des conséquences de la guerre en Ukraine après le début des activités de l'Initiative, dont la plupart des ménages ont estimé qu'elle les avait aidés à stabiliser ou améliorer lesdits indicateurs par rapport aux niveaux d'avant la crise. Les ménages dont le revenu ou la production avaient initialement souffert de la crise pour retrouver ensuite leur niveau de base ont été comptabilisés comme ayant stabilisé leurs revenus, leur production, leurs ventes et leur sécurité alimentaire par rapport à la situation d'avant la crise, même si cette trajectoire correspond en fait à un progrès, la situation s'étant encore améliorée après le projet.
19. Dans tout l'échantillon, la plupart des ménages faisaient état d'une stabilisation ou d'une amélioration des revenus, de la production, de la commercialisation et de la sécurité alimentaire par rapport à la situation d'avant la crise. Les réponses les plus positives concernaient, dans l'ordre, les ventes agricoles (61%), le revenu total et la faim (59% chacun), puis la production (54%). Il ressort des données que les femmes ont été beaucoup plus touchées par la crise, mais aussi qu'elles se sont rétablies presque au même rythme que les hommes, et donc que la méthode suivie pour ce qui est des questions de genre a porté ses fruits. Au total, les projets concernés par l'Initiative semblent bien avoir contribué à stabiliser ou améliorer les moyens d'existence ruraux, notamment pour ce qui est de la participation aux marchés et de l'atténuation de la faim. Dans l'ensemble, les effets directs ont

¹ Les indicateurs de niveau 1, qui mesurent les résultats en matière de développement dans le cadre de gestion des résultats de l'Initiative, sont les suivants: nombre/pourcentage de ménages ayant indiqué (oui/non) que les éléments suivants sont demeurés stables ou ont été améliorés pendant la période de mise en œuvre de l'Initiative: revenu du ménage, valeur de la production, chiffre de ventes sur le marché et sécurité alimentaire.

progressé sur plusieurs indicateurs pour une fourchette comprise entre 316 000 et 370 000 ménages sur les 583 886 ménages participants.

20. Les évaluations accélérées présentent toutefois certaines carences inhérentes. Puisqu'elles ont eu lieu durant le projet ou à peine après son terme, elles ne peuvent rendre compte que d'une période restreinte. Par exemple, l'augmentation de la production, des ventes ou des revenus n'était pas encore évidente chez celles et ceux qui n'avaient bénéficié d'un soutien qu'en fin de projet. En outre, la méthode n'est pas de nature à isoler complètement les résultats de chocs externes concomitants, tels que le cyclone Freddy au Malawi et au Mozambique, l'insécurité limitant les déplacements en Éthiopie et en Somalie, ou les sécheresses et les inondations affectant la production au Tchad, entre autres.

Niveau II – Portée et prestation de services

21. Le niveau II mesure la portée en général et par volet. L'Initiative a touché au total 583 886 ménages ruraux à travers les quatre volets, dont 217 931 ménages dirigés par des femmes et 176 668 ménages dirigés par des jeunes. Cela représente environ 3 542 796 personnes, sachant que seuls les bénéficiaires directs étaient comptabilisés.
22. Pour ce qui est de chaque volet: le premier, de loin le plus important, a touché 511 769 ménages dans 15 pays. Trente-sept pour cent des ménages bénéficiaires étaient dirigés par des femmes et 30% par des jeunes.
23. Le deuxième volet a touché 83 251 ménages dans 11 pays, ce qui est supérieur à la cible (70 429). Les ménages dirigés par des femmes représentaient 35% des bénéficiaires et les ménages dirigés par des jeunes, 28%. Cette surperformance s'explique certes par celle de tel ou tel projet, mais aussi par l'ajout d'activités relevant de ce volet dans certains pays, où elles n'étaient pas prévues à la conception.
24. Le troisième volet, mis en œuvre dans 8 pays, a produit ses effets pour 24 549 ménages ruraux, soit environ 50% de la cible fixée à la conception. L'exiguïté du délai a poussé à réaffecter des fonds au premier volet pour accélérer l'exécution. C'est toutefois sur le troisième volet que les résultats concernant les femmes et les jeunes sont les meilleurs, les ménages dirigés par des femmes représentant 46% des bénéficiaires et les ménages dirigés par des jeunes, 37%. C'est d'autant plus remarquable que les femmes rurales ont beaucoup plus de mal que les hommes à accéder aux services financiers. Au total, 458 000 USD ont été acheminés vers des prestataires de services financiers ruraux dans des conditions de perturbation des activités ou de problèmes de liquidités, ce qui est proche de l'objectif initial de 528 000 USD.
25. Le quatrième volet a été mis en œuvre dans 7 pays et a permis à 81 447 ménages de bénéficier d'un soutien numérique et d'un soutien en matière d'accès au marché, soit près de trois fois l'objectif envisagé à la conception (29 300). Cela s'explique surtout par les performances remarquables en Afghanistan et en Ouganda (250% et 180% des cibles, respectivement), ainsi que par l'ajout d'activités du volet 4 au Mozambique, ce qui n'était pas prévu à la conception.
26. On trouvera à l'annexe un bref résumé de la mise en œuvre par pays.

Niveau III – Efficience et efficacité opérationnelles

27. Les indicateurs de niveau III évaluaient la performance opérationnelle. Concernant la vitesse de réaction du FIDA (cible: 90 jours entre l'approbation de la conception et le premier décaissement), le délai moyen avant le premier décaissement était de 147 jours. Cela s'explique entre autres par des valeurs aberrantes, par exemple à Madagascar et en Haïti, imputables au délai de signature de l'accord de financement par le gouvernement et de mise en conformité des décaissements, qui a beaucoup retardé le démarrage. Le délai en Ouganda n'a pas été pris en compte dans le calcul, le projet reposant sur un versement direct qui n'a eu lieu qu'après la

fin des activités. Malgré les retards, les équipes du FIDA au siège et dans le pays se sont constamment efforcées d'améliorer leurs performances et de tirer des enseignements tout au long de la période de mise en œuvre.

28. Le FIDA a atteint la cible concernant l'envergure de l'Initiative, les 72 863 775 USD prévus pour la mise en œuvre dans les 16 pays ayant été engagés de bonne heure.
29. L'Initiative n'a pas atteint la cible concernant la vitesse d'exécution (indicateur mesurant le taux de décaissement à l'achèvement), qui était de 100% de décaissement à l'achèvement. Dans l'ensemble, 93% des allocations ont été décaissées à la date d'achèvement.
30. En ce qui concerne les partenariats dans les pays, 12 projets rattachés à l'Initiative ont été mis en œuvre par des entités publiques, 3 par des organisations non gouvernementales (ONG) (Afghanistan, Somalie, Yémen) et 1 par une collaboration entre l'Organisation des Nations Unies et les organismes ayant leur siège à Rome [Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) – Niger].
31. En ce qui concerne l'apprentissage et le partage des connaissances, on relève 87 événements de formation et de communication sur l'Initiative et son impact sur les communautés rurales ciblées (cible: 28) et 14 blogs publics (cible: 13). L'équipe chargée de l'Initiative a coordonné l'élaboration, la présentation et le partage d'événements spécifiques, de sessions sur les retours d'expérience, de faits saillants, de podcasts et de blogs. Une liste des communications et des supports de connaissance concernés figure à l'appendice II.

E. Enseignements à retenir et recommandations

32. En s'inspirant du Mécanisme de relance du FIDA en faveur des populations rurales pauvres, l'Initiative a utilisé un processus de conception de projet simplifié qui a accéléré la conception et le lancement des activités dans les pays. Le souci de simplicité et de pragmatisme chez l'équipe chargée de l'Initiative est aussi pour beaucoup dans le démarrage rapide. La vitesse de démarrage et d'exécution est bien évidemment primordiale, en particulier en cas de crise, mais il ressort notamment de l'expérience que **la rapidité et la souplesse ne doivent pas se faire au prix de solides mécanismes d'assurance qualité** propres à garantir la qualité de la conception et de la mise en œuvre.
33. Une autre conclusion concerne l'importance de prévoir une certaine **latitude dans la durée d'exécution**. Le délai prévu, qui était fixé à un an, permettait difficilement de concilier l'urgence des premières interventions avec la pérennisation des résultats dans la durée. Un échéancier modulable peut produire un impact plus significatif et une gestion réactive au gré des circonstances.
34. La présence d'un **projet de rattachement performant** était un élément essentiel pour la plupart des interventions relevant de l'Initiative. L'utilisation des mécanismes d'exécution existants, y compris les systèmes de suivi-évaluation, les structures de gestion financière et de passation de marchés, et les partenariats de confiance, a réduit les retards au démarrage et assuré la continuité après l'achèvement du projet. En revanche, les projets finissants ou balbutiants donnaient de moins bons résultats ou présentaient plus de difficultés.
35. La **dotation adéquate en personnel** des unités de gestion de projet et des partenaires d'exécution est essentielle à la réussite de la mise en œuvre. Une nouvelle activité ayant une incidence sur les effectifs requis, comme c'est le cas dans la plupart des interventions ici visées, doit être soigneusement administrée pour ne pas perturber les opérations de base (par exemple, les projets de rattachement). Dans le cadre de l'Initiative, les pays gérant les projets de rattachement n'ont souvent pas suffisamment complété les effectifs par des ressources additionnelles, d'où une exécution moins efficace.

36. L'Initiative a fourni une précieuse **rampe d'essai puis de montée en puissance pour des activités et des approches innovantes**, telles que l'introduction de l'engrais Mbeya au Malawi et des modèles de services de vulgarisation sur mesure pour les femmes en Afghanistan. Il y a là autant d'exemples de l'impact et des solutions modulables auxquels l'innovation peut donner lieu quel que soit le contexte, même en situation de crise ou de sortie de crise. Les activités et démarches ayant fait leurs preuves dans le cadre de l'Initiative peuvent inspirer des opérations futures.
37. Les **approches axées sur les communautés** se sont avérées particulièrement efficaces. Les modèles associant activement les habitants à la prise de décisions et à la mise en œuvre ont amélioré la transparence et la reddition de comptes, accéléré le rythme des activités et favorisé un sentiment d'appartenance. Cette autonomisation a non seulement amélioré la pertinence et la pérennité des interventions, mais également renforcé la capacité du FIDA à opérer dans des contextes complexes et instables. Le succès de ces approches montre bien tout l'intérêt d'investir dans la mobilisation de la population et le renforcement des capacités, stratégie fondamentale pour les opérations futures dans des contextes similaires.
38. **Les institutions rurales, les organisations de producteurs et les coopératives** sont apparues comme des partenaires clés pour la mise en œuvre décentralisée. Leur enracinement et leurs réseaux de proximité en ont fait un instrument de stabilité et de justesse des interventions, même lorsque les circonstances nationales changeaient. Elles ont joué un rôle essentiel dans la mobilisation des populations, la facilité d'accès aux ressources et le soutien des activités du projet. Leur participation était vitale non seulement pour riposter efficacement à la crise, mais aussi pour soutenir les objectifs de développement à long terme.
39. Dans des théâtres d'intervention pourtant difficiles, l'Initiative a réussi à faire progresser **l'égalité femmes-hommes et l'inclusion sociale**. Les stratégies pour ce faire variaient suivant le contexte – par exemple, la facilitation des dialogues communautaires et la participation active des dirigeants locaux ont contribué à renforcer la confiance et à favoriser une bonne participation parmi les groupes marginalisés. Ces approches ont permis aux projets de surmonter les obstacles sociaux et culturels et garanti la participation des femmes et des groupes vulnérables. L'expérience souligne la valeur de stratégies souples et adaptées à l'échelle locale et l'importance de mobiliser des personnalités influentes sur place pour augmenter les chances d'obtenir des résultats inclusifs.
40. Concernant la **passation de marchés**, souci commun à tous les pays, plusieurs projets ont mis en place des solutions pour accélérer les processus et les rendre plus efficaces, telles que la décentralisation ou la segmentation géographique des procédures, l'approvisionnement par le biais d'organisations ou de coopératives de producteurs, le recours à la passation de marchés communautaire et la mise en place de comités locaux d'approvisionnement. Les activités ayant fait leurs preuves dans le cadre de l'Initiative peuvent inspirer des opérations futures.
41. Enfin, des approches spécifiques au niveau national ou local et l'étoffement et l'amélioration des **plans d'urgence dans les projets de rattachement** augmenteront l'agilité et la réactivité face aux crises, tout en protégeant les acquis en matière de développement.

III. Conclusions et prochaines étapes

42. L'Initiative a été d'une grande utilité, à la fois en tant que complément précieux aux projets de rattachement financés par le FIDA et, en l'absence d'un tel projet, en tant qu'ensemble d'initiatives autonomes alignées sur les programmes de pays et le mandat du FIDA. Source d'approches novatrices et modulables, elle a aussi généré

de précieux enseignements sur la riposte aux crises qui éclaireront les opérations futures.

43. Tout au long de l'année 2025, le coordonnateur de l'Initiative a travaillé en étroite collaboration avec l'[Unité en charge de la fragilité au FIDA](#) pour examiner les résultats et tirer les enseignements de l'expérience. Une série d'ateliers avec les équipes de pays du FIDA et le groupe de travail technique interdépartemental sur la fragilité ont favorisé la réflexion collective et fait ressortir certains moyens de renforcer encore l'engagement du FIDA en contexte de fragilité.
44. Quoique l'Initiative se soit déjà inspirée du Mécanisme de relance du FIDA en faveur des populations rurales pauvres en simplifiant la conception et la mise en œuvre et en augmentant le financement, il reste encore matière à amélioration. Les principales priorités concernant la riposte aux crises sont les suivantes:
 - i) **Accroissement de la souplesse d'exécution:** la combinaison d'un démarrage rapide et d'échéanciers adaptables aidera à obtenir à la fois des secours immédiats et des résultats de développement à plus long terme.
 - ii) **amélioration de la passation des marchés et de la gestion financière:** l'adaptation des procédures aux interventions d'urgence améliorera encore l'efficacité et la reddition de comptes.
 - iii) **renforcement de la planification d'urgence:** l'intégration de mesures d'urgence robustes tout au long de la conception du projet améliorera la préparation et la résilience.
45. La clôture financière des derniers projets interviendra entre juin et décembre 2025 pour respecter le calendrier d'audit des projets de rattachement. Au cours de cette période, un nouveau projet autonome pour l'Afghanistan sera conçu en tenant compte des succès et des enseignements de l'Initiative, avec l'appui de l'Unité en charge de la fragilité du FIDA. Comme convenu avec les donateurs en novembre 2024, les fonds restants de l'Initiative y seront réaffectés, la date de lancement étant prévue en janvier 2026. Un dernier bref rapport d'actualisation sera fourni au Conseil d'administration pour rendre compte de la clôture financière et du nouveau projet autonome.

Aperçu de la mise en œuvre de l'Initiative par pays

1. En **Afghanistan**, le Comité néerlandais pour l'Afghanistan a pris en charge le projet relevant de l'Initiative comme initiative autonome, dont le budget s'élevait à 5,3 millions d'USD. Le projet a touché 176 638 foyers et soutenu 234 unités vétérinaires sur le terrain. L'équipe a établi 40 banques communautaires de fourrage, 47 centres de collecte du lait, 115 points de vente de villages et de districts et 5 usines de transformation du lait. Plus de 50 000 agriculteurs et éleveurs ont reçu une formation concernant le traitement du bétail, les compétences commerciales et la microfinance. Au total, 8,6 millions d'animaux ont été vaccinés, 2,1 millions traités et 6 millions vermifugés. Une évaluation rapide a été réalisée à des fins de retour d'expérience. En ce qui concerne la riposte à la crise intervenue dans le cadre de l'Initiative, la vitesse de réaction et l'ancrage local ont été bons en Afghanistan malgré un contexte de grande fragilité. L'une des grandes innovations employées concernait le modèle « Extension for Community Healthcare Outcomes », qui a permis aux femmes de continuer à participer à des formations et à l'échange de connaissances par des plateformes à distance, alors même que leur mobilité était très restreinte. L'introduction de pratiques d'insémination artificielle a contribué à un élevage climato-compatible et augmenté la productivité génétique tout en réduisant les pressions environnementales. La mise en œuvre des systèmes de traçabilité et de certification du cachemire, qui restent à généraliser dans une prochaine phase, permettra aux éleveurs afghans d'accéder à des marchés d'exportation plus rémunérateurs, ce qui ouvre des possibilités de création de valeur ajoutée et de reprise économique. Les fonds restants de l'Initiative seront réaffectés à un nouveau projet autonome en Afghanistan, qui s'appuiera sur les réalisations de la phase actuelle.
2. Au **Burundi**, dans le cadre du Projet d'intensification de la production agricole et de réduction de la vulnérabilité, 4,84 millions d'USD ont été mis à disposition aux fins d'activités relevant de l'Initiative, qui ont bénéficié à 48 715 ménages. Il s'agissait notamment de la fourniture d'intrants et de petits équipements, dont 701 kilogrammes de semences de légumes résilientes aux changements climatiques, 230 tonnes de graines hybrides de maïs, 600 pulvérisateurs à dos, 1 200 arrosoirs et 2 200 kilogrammes de produits de protection des plantes. Ces contributions ont comblé un manque critique dans la disponibilité nationale. En réponse à l'épidémie de fièvre de la vallée du Rift, 417 kits pour l'élevage du bétail ont été distribués aux ménages touchés, ainsi que 1 200 kits pour le porc et 92 kits de fungiculture pour soutenir la nutrition et la diversification des revenus. Au Burundi, l'Initiative a rencontré une série d'obstacles opérationnels et de circonstances complexes qui ont considérablement limité la performance à l'exécution, d'où, à la clôture, de faibles taux de décaissement et d'exécution du budget. Du fait du manque de devises, l'importation d'engrais était difficile; la pénurie généralisée de carburant a retardé le transport et la distribution des intrants agricoles et d'élevage vers les zones rurales isolées. Les 1 300 tonnes d'engrais qui auraient dû être financées par l'Initiative n'ont été importées qu'après la clôture et ont donc été imputées au budget du projet principal, alors même que les destinataires étaient ceux du projet de l'Initiative.
3. En **République centrafricaine**, dans le cadre du Projet de renforcement de la productivité et de l'accès aux marchés des produits agropastoraux dans les savanes, les activités de l'Initiative ont été mises en œuvre avec un budget de 5,77 millions d'USD, et ont atteint 13 200 foyers. Parmi les principales réalisations, il faut compter la distribution de 1 500 kits alimentaires, 1 000 kits de maraîchage, 1 000 kits pour l'élevage de petits ruminants et 2 906 kits pour l'élevage des volailles. Des systèmes d'irrigation au goutte-à-goutte ont été installés sur 60 hectares, et 3 entrepôts et 6 boucheries ont été construits. De plus, 222 groupes ont été organisés en associations d'épargne et de crédit villageoises. En République centrafricaine, l'Initiative s'est heurtée à une série de défis

opérationnels, notamment des retards de passation de marchés et des lacunes dans le recrutement et la performance des prestataires de services. En particulier, l'infrastructure post-récolte aurait pu bénéficier d'un soutien à plus long terme pour que l'opération soit menée à terme. En revanche, l'introduction de la race de poulets Noiler, bien adaptée aux conditions locales, a suscité un vif intérêt parmi les participants au projet et a ouvert de nouvelles opportunités pour une production avicole de grande valeur. L'exécution n'a pas été à la hauteur des objectifs, mais le potentiel des systèmes d'irrigation au goutte-à-goutte pour ce qui est de soutenir la production horticole toute l'année est clairement apparu.

4. Au **Tchad**, dans le cadre du Projet de renforcement de la productivité des exploitations agropastorales familiales et résilience, les activités de l'Initiative ont été mises en œuvre avec un budget total de 3 millions d'USD, et ont atteint 11 614 ménages. Des intrants ont été distribués, et des pratiques de gestion résilientes au climat ont été étendues à 4 769 hectares, dont 2 449 aménagés avec des diguettes enherbées, 2 276 labourés à la matière organique et 44 consacrés au maraîchage. Au total, 7 376 ménages ont adopté des pratiques durables de gestion des risques liés aux ressources naturelles et au climat. En ce qui concerne les infrastructures, 42 installations ont été construites ou réhabilitées, dont 10 magasins communautaires, 10 entrepôts de stockage, 13 unités de séchage de produits maraîchers et 9 unités de séchage de viande. Au total, 625 ménages ont été formés à des activités rémunératrices et à la gestion d'entreprise, tandis que 5 500 producteurs ont été formés aux pratiques agronomiques durables. Innovation particulièrement remarquable, l'introduction d'unités de séchage de viande et de produits maraîchers a amélioré la sécurité sanitaire des aliments, réduit les pertes post-récolte et contribué à une augmentation de 50% des prix sur le marché des légumes transformés. En même temps, la capacité de transformation de la viande a doublé, ce qui démontre comment des investissements techniques modestes peuvent amener à une plus grande efficacité et à une plus grande génération de revenus.
5. En **Érythrée**, dans le cadre du Projet de développement agricole intégré, les activités de l'Initiative disposaient d'un budget total de 3,3 millions d'USD et ont atteint 36 282 ménages. Par le biais de l'Initiative, 150 tonnes de graines de blé et 6,4 tonnes de colza ont été distribuées, ce qui a abouti à la plantation de 1 499 hectares de blé et de 1 058 hectares de colza. Bien que les chocs climatiques, notamment des précipitations excessives lors de la récolte de 2023, aient affecté les rendements, l'Initiative a tout de même atteint une production totale de 1 950 tonnes de céréales de blé et de 127 tonnes de colza, les rendements des participants au projet surpassant systématiquement ceux des agriculteurs non participants. Des travaux de conservation des sols et de l'eau ont été réalisés par le biais de projets de nourriture contre travail dans des communautés vulnérables, ce qui a contribué à la réhabilitation de 1 952 hectares de terres de bassins versants dégradés. Autre activité, la production d'engrais liquide organique dérivé des déchets marins, à base d'algues et de déchets de poissons, a atteint 181 410 individus. L'utilisation de cet engrais biologique a été largement adoptée par les agriculteurs locaux, y compris ceux qui n'étaient pas des participants directs. Des partenariats stratégiques avec le Ministère des ressources marines, des entreprises privées locales telles qu'Abdur PLC et des coopératives ont facilité l'établissement d'une chaîne d'approvisionnement durable à ancrage local pour les intrants biologiques. L'utilisation des déchets marins était une solution écologique, alignée sur la nouvelle politique sur l'agriculture biologique en Érythrée.
6. En **Éthiopie**, dans le cadre du Programme de développement participatif de la petite irrigation – Phase II, les activités de l'Initiative, d'un budget total de 3,3 millions d'USD, ont atteint 53 342 ménages ruraux. Ainsi, 2 715 tonnes d'engrais, 461 tonnes de semences améliorées, 4 070 tonnes de chaux agricole et 171 800 plants d'arbres fruitiers ont été distribués. Des coopératives rurales

d'épargne et de crédit ont préparé et distribué des bons d'intrants agricoles tout en gérant un fonds renouvelable destiné à accorder des prêts aux participants au projet à des conditions flexibles, ce qui assurait la durabilité du fonds et l'accès continu aux intrants. La mise en œuvre a bénéficié d'un fort alignement avec les structures institutionnelles locales, en particulier les bureaux agricoles et coopératives *woreda*. Malgré des contraintes de logistique et de sécurité, l'Initiative a atteint ses objectifs et a fourni un modèle opérationnel pour une récupération agricole ciblée et basée sur les intrants. L'approche participative et communautaire, grâce à l'implication de 78 comités de développement *woreda*, s'est avérée essentielle pour favoriser la transparence, la responsabilité et la réactivité.

7. En **Gambie**, dans le cadre du projet « Des organisations résilientes en faveur d'une agriculture paysanne porteuse de transformation » (projet ROOTS), les activités relevant de l'Initiative, dont le budget total était de 2,8 millions d'USD, ont touché 12 593 ménages. Les ménages et les associations d'agriculteurs villageoises ont reçu des intrants agricoles et des services de labour pour stimuler la production. Ont été distribués 775,2 tonnes d'engrais, 70,6 tonnes de graines de riz, 11,5 tonnes de graines de maïs, 16,7 tonnes de graines d'arachide et 29 420 litres de combustible, 9 200 hectares étant au total concernés. Les investissements dans les infrastructures concernaient 37 clapets, 42 vannes coulissantes, 20 ponceaux, 4 installations solaires de salaison d'oignons, 1 usine de transformation de tomates et 9 unités de stockage frigorifique. De plus, 15 tricycles ont été fournis pour faciliter la collecte des produits et le transport vers les marchés. Malgré des retards dans la passation des marchés et des délais restreints, l'Initiative a été entièrement intégrée au projet ROOTS, la continuité étant assurée par un mécanisme de transition avec le projet d'ancrage.
8. En **Haïti**, dans le cadre du Projet d'économie bleue inclusive (I-BE), les activités relevant de l'Initiative, dont le budget s'est établi à 3,2 millions d'USD, ont atteint 1 626 ménages. Le projet a connu d'importants retards de démarrage en raison des troubles civils, de l'instabilité politique et de l'absence de prestataires de biens et de services dans le pays. De plus, le projet d'ancrage en était à ses débuts et n'était pas encore pleinement prêt à être mis en œuvre, ce qui a encore retardé les activités. Malgré ces défis, l'Initiative a soutenu 469 apiculteurs par des ruches modernes et des cours de formation, et 700 ménages, dotés de kits de maraîchage. Elle a également renforcé 27 groupes d'épargne communautaire (soit 1 602 membres), et formé 457 pêcheurs aux pratiques de pêche durables. Bien que seulement partiellement mise en œuvre, l'Initiative a contribué de manière significative au lancement des opérations de terrain du projet I-BE. La soumission d'offres en ligne et les mécanismes d'exécution décentralisés ont permis une mise en œuvre adaptative. Le projet a mis en lumière l'importance de la proximité, de la collaboration institutionnelle et de la flexibilité des structures de gouvernance en contexte de fragilité. Une stratégie de sortie a été élaborée pour assurer la poursuite des activités inachevées dans le cadre du programme d'ancrage.
9. À **Madagascar**, dans le cadre du Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole, les activités de l'Initiative (budget: 3 millions d'USD) ont atteint 9 121 ménages dans 7 régions. Le projet a distribué 69 tonnes de semences et 1 230,5 tonnes d'engrais, ce qui dépasse les objectifs initiaux. À titre de soutien à l'élevage, 2 034 kits, soit 11 832 animaux, ont été distribués; cependant, les pénuries nationales de vaccins ont limité la livraison à 50% de l'objectif. Une formation a été assurée à 3 093 maraîchers et 1 334 éleveurs. De plus, 309 producteurs ont reçu une formation au marketing numérique, et 4 organisations paysannes ont bénéficié d'un soutien à la participation à des ventes groupées. Malgré des retards dans les transferts de fonds et des goulets d'étranglement opérationnels, l'Initiative a démontré son adaptabilité en réallouant les ressources pour maximiser la distribution des intrants. Les activités du troisième volet n'ont pas pu être pleinement opérationnelles, car le

fonds renouvelable n'a été créé qu'à la fin de la période de mise en œuvre. La plupart des ressources allouées au fonds renouvelable ont été remboursées au FIDA.

10. Au **Malawi**, dans le cadre du Programme de production agricole durable, les activités de l'Initiative ont atteint 107 745 ménages pour un budget de 8,06 millions d'USD. Ont été distribuées à ce titre 6 360 tonnes d'engrais et 119,6 tonnes de semences certifiées (maïs, arachides et soja). L'engrais Mbeya, un intrant hybride développé par les agriculteurs, a été promu par des campagnes de formation et de sensibilisation, ce qui a donné lieu à la production de 4 311 sacs. Les efforts de renforcement du système de semences comprenaient la production de semences de première génération et l'installation de chambres froides. Le soutien à l'élevage a consisté en la distribution de 1 050 chèvres, 900 poulets et 525 lapins. À titre de plaidoyer dans les médias ont été produits 37 segments radio et télévision, trois documentaires et 25 000 exemplaires de 9 brochures techniques différentes. Malgré les retards d'approvisionnement et les conditions météorologiques variables, l'Initiative a réussi à intégrer la riposte aux crises dans des investissements à long terme, ce qui montre bien l'intérêt des innovations traditionnelles et de la résilience communautaire.
11. Au **Mali**, dans le cadre du Projet Multi-énergies pour la résilience et la gestion intégrée des terroirs, des activités de l'Initiative ont atteint 13 330 ménages pour un budget de 2,89 millions d'USD. Les équipes du projet ont réhabilité 108 parcelles maraîchères équipées de systèmes d'irrigation alimentés par l'énergie solaire et ont élaboré 75 plans d'adaptation communautaire. Ces plans prévoyaient la mise en correspondance des investissements locaux avec les stratégies climatiques nationales et soutenaient l'accès futur au financement de l'adaptation. Malgré les défis initiaux, notamment le retrait d'une ONG et des lacunes de coordination, l'Initiative est parvenue au plein décaissement par une exécution décentralisée et par la réallocation des ressources. Par exemple, les biodigesteurs ont été exclus des activités spécifiques de l'Initiative en raison de contraintes de temps et seront introduits dans le cadre du projet d'ancrage. Des innovations telles que l'irrigation à énergie solaire et la planification participative en matière climatique ont renforcé la propriété communautaire et la légitimité institutionnelle.
12. Au **Mozambique**, dans le cadre du Programme de développement de filières agroalimentaires inclusives, des activités relevant de l'Initiative, dotées d'un budget de 5,77 millions d'USD, ont atteint 53 636 ménages. Au titre du programme ont été distribués 33 861 kits d'intrants, et 434 agriculteurs multiplicateurs et 1 290 agents de vulgarisation ont reçu une formation. Un total de 14 600 semis d'arbres fruitiers et 120 000 drageons d'ananas ont été distribués. Les investissements dans les infrastructures comprenaient 31 silos, une installation de stockage à lumière diffuse pour les pommes de terre et 7 magasins semi-mobiles d'intrants agricoles. À titre de promotion de solutions d'énergie propre, 2 899 cuisinières améliorées ont été distribuées et 262 artisans ont reçu une formation concernant la production, l'entretien et la distribution. Le programme a soutenu 383 organisations paysannes et présidé au développement d'une plateforme numérique pour les informations météorologiques et commerciales. Malgré les chocs climatiques et les troubles politiques, l'Initiative a démontré l'efficacité d'une prestation décentralisée et d'une riposte intégrée aux crises. Les innovations dans les systèmes locaux de semences, l'énergie propre et les ateliers mobiles d'intrants ont renforcé la résilience et amélioré l'accès aux marchés.
13. Au **Niger**, le projet financé au titre de l'Initiative est mis en œuvre par la FAO grâce à des liens de collaboration préexistants avec le FIDA. Après le coup d'État de juillet 2023, l'exécution a pris appui non plus sur le projet d'ancrage du FIDA, mais sur l'intervention directe de la FAO, ce qui a permis au FIDA de laisser dans le pays les ressources de l'Initiative. Dotée d'un budget de 3 millions d'USD, l'Initiative a atteint 16 500 participants au projet répartis dans 30 communes. Ont été distribués

15 000 kits d'intrants, 10 000 paquets de manioc, 500 pompes motorisées et 1 500 kits pour l'élevage de ruminants (comprenant 6 000 animaux, 43 160 doses de vaccin et 48 910 comprimés antiparasitaires), ainsi que 1 800 tonnes d'aliments pour le bétail. Le projet a donné lieu à la réhabilitation de 60 hectares de terres irriguées en utilisant des systèmes de pompage solaire et des infrastructures d'irrigation au goutte-à-goutte, et a développé 7,5 hectares de jardins maraîchers. À titre de soutien institutionnel, 269 comités de plaintes villageois ont été constitués. En ce qui concerne la gestion post-récolte, cinq entrepôts d'intrants et deux unités de traitement de tomates ont été construits. Malgré les retards causés par le coup d'État de 2023, le modèle d'exécution décentralisé de la FAO a permis une mise en œuvre rapide. Au chapitre « innovation », un outil numérique de suivi des participants et une fiche d'évaluation de la résilience ont été mis en place, l'ensemble constituant un modèle évolutif de diagnostic et d'alerte précoce.

14. En **Somalie**, l'Initiative a été mise en œuvre par l'ONG Sadar Development and Resilience Institute, avec un budget de 10 millions d'USD, le pays étant donc celui qui a reçu la plus grande dotation. Le projet a touché 16 120 ménages, principalement les agropasteurs, les agriculteurs fluviaux, les pêcheurs et les communautés pastorales. L'intervention a apporté un large éventail de soutiens: 9 900 kits d'intrants, 9 000 pulvérisateurs à dos, 325 motoculteurs, 17 tracteurs et 25 204 chèvres reproductrices ont été distribués, et 2 750 agropasteurs ont reçu de la nourriture pour animaux. Un total de 663 participants ont été formés (240 à l'utilisation du matériel, notamment le matériel d'entretien, 100 aux bonnes pratiques agricoles, 323 à la production fourragère). La manutention après récolte a été améliorée grâce à 34 batteuses à grains, à 12 000 caisses à légumes et à la construction de 2 banques de fourrage. Dans les zones côtières, 4 coopératives de pêche ont reçu 216 glacières, filets et cordes pour nourrir les moyens d'existence marins. L'accès à l'eau a été considérablement amélioré grâce à l'installation de systèmes d'irrigation alimentés par l'énergie solaire et de kits d'irrigation au goutte-à-goutte, et à la réhabilitation de puits peu profonds. Le projet a également créé des jardins potagers scolaires à des fins de démonstration et de formation. Les associations d'utilisateurs de l'eau ont introduit des cartes électroniques pour les paiements de l'eau, gage d'inclusion financière et de durabilité. Malgré les défis liés à la sécurité, au personnel et à la passation de marchés, toute la somme a été décaissée grâce à une collaboration étroite, à une gestion adaptative et à des mécanismes d'exécution novateurs. Le suivi post-distribution par des tiers a accru la transparence et la reddition de comptes, tandis que l'utilisation de systèmes de paiement numériques a permis de surmonter les limites de l'infrastructure et de donner aux femmes des moyens d'action, l'accès financier étant assuré par téléphonie mobile.
15. En **Ouganda**, dans le cadre du Projet national d'appui à la production d'huile de palme, des activités relevant de l'Initiative et dotées d'un budget de 5,05 millions d'USD ont atteint 10 164 ménages. L'intervention s'est concentrée sur la livraison d'engrais, 3 888 tonnes étant distribuées pour soutenir la culture du maïs et du soja sur 48 855 acres. Les activités de formation ont atteint 35 575 personnes, et concernaient la manutention après récolte, la structure du marché des céréales et le marketing stratégique. Le modèle d'agent villageois, mis en œuvre par Grainpulse Limited, facilitait la livraison au dernier kilomètre et le raccordement aux marchés. L'une des principales innovations est « l'agrégation d'épis », qui permet d'acheter le maïs non séché au seuil de l'exploitation, technique moins onéreuse en main-d'œuvre qui fait diminuer les pertes post-récolte; des pôles régionaux d'engrais ont aussi été créés pour améliorer l'accès aux intrants et réduire les coûts d'acheminement. Malgré les retards d'approvisionnement et les lacunes de coordination, l'Initiative a démontré la valeur des partenariats public-privé et des stratégies d'approvisionnement flexibles. Des émissions radio, des activités de plaidoyer sur les réseaux sociaux et un manuel de formation ont par ailleurs été utiles à la mobilisation des agriculteurs et à la diffusion des connaissances.

16. Au **Yémen**, le projet relevant de l'Initiative a été mis en œuvre par le Fonds social yéménite de développement dans le cadre du Projet d'amélioration des moyens d'existence en milieu rural. Doté d'un budget de 3,3 millions d'USD, le projet a touché 3 260 ménages répartis dans 5 gouvernorats et présidé à la réhabilitation de 18 kilomètres de routes, de 1 292 canaux d'irrigation et de 356 hectares de terres, tandis que 260 hectares de terres agricoles ont été protégés contre les risques d'inondation. Un total de 18 773 m³ de capacité de collecte d'eau ont été ajoutés grâce à la réhabilitation et à la construction de systèmes hydriques. Trois grands réservoirs ont été construits pour approvisionner des villages, à quoi s'ajoutent 614 réservoirs d'eau individuels. Les comités communautaires dirigeaient la planification et la supervision. Des programmes de rémunération en espèces du travail et des contrats communautaires ont généré 5 538 emplois, dont 1 281 pour des femmes. Malgré l'insécurité et les chocs climatiques, le modèle de contrat communautaire a facilité une exécution flexible et enracinée localement. L'approche adoptée insistait à la fois sur la gestion intégrée des bassins versants et sur les contrats communautaires, ce qui non seulement a porté ses fruits sur le plan de l'autonomisation sociale, mais a aussi montré combien la prise en charge par les habitants pouvait être utile à l'exécution d'un projet en contexte de fragilité.

Results management framework

Overall goal: To protect the development gains and livelihoods of rural households and producers, while reinforcing their resilience to the war in Ukraine in countries most affected and already suffering from shocks			
Objective	Indicators	Target	Result
Tier I: Development Results			
Minimize impacts of war in Ukraine on livelihoods, resilience and food security of IFAD's target group, and maintain progress towards IFAD12 impact targets	Number/percentage of households reporting (yes/no) that the following was maintained or improved during the CRI implementation period:		
	Household income		59%
	Value of production		54%
	Value of market sales		61%
	Food security		59%
Tier II: Overall outreach and service delivery			
Overall outreach	Number of people receiving support through CRI-financed activities (total)	487 302	583 886
	Number of women receiving support through CRI-financed activities	187 852	217 931
	Number of youth receiving support through CRI-financed activities	127 013	176 668
Pillar 1: Provision of inputs and technology packages to safeguard current and future food availability	Number of small-scale producers accessing production inputs (including fertilizer) and/or related technology packages funded through the CRI (total)	448 755	511 769
	Number of women small-scale producers accessing production inputs (including fertilizer) and/or related technology packages funded through the CRI	156 081	183 568
	Number of youth small-scale producers accessing production inputs (including fertilizer) and/or related technology packages funded through the CRI	448 755	151 224
Pillar 2. Investment in small-scale production and post-harvest infrastructure to improve food availability and quality and reduce food losses and waste	Number of small-scale rural entrepreneurs (producers or processors) accessing production or post-production infrastructure funded through the CRI (total)	70 429	83 251
	Number of women small-scale rural entrepreneurs (producers or processors) accessing production or post-production infrastructure funded through the CRI	17 226	29 467
	Number of youth small-scale rural entrepreneurs (producers or processors) accessing production or post-production infrastructure funded through the CRI	11 294	23 127
Pillar 3. Facilitating access to financial services to address short-term investment capacity and improve rural resilience in the face of price shocks	US\$ amount of funds provided to rural financial service providers (under conditions of business disruptions or liquidity issues)	528 000	458 000
	Estimated number of small-scale rural entrepreneurs (producers or processors) benefitting from financial services for short-term needs (working capital, remittance-based services, insurance, trade finance) supported by the CRI total)	49 615	24 549
	Estimated number of women small-scale rural entrepreneurs (producers or processors) benefitting from financial services for short-term needs (working capital, remittance-based services, insurance, trade finance) supported by the CRI	28 078	11 172
	Estimated number of youth small-scale rural entrepreneurs (producers or processors) benefitting from financial services for short-term needs (working capital, remittance-based services, insurance, trade finance) supported by the CRI	10 068	9 130
Pillar 4. Facilitating access to market related information to empower small-scale producers to respond to changing market opportunities and manage price risks	Number of persons (total): 1) connected to e-platforms for information, 2) sending and receiving money in the context of value chain transactions, or 3) connected to other digital services related to market participation where relevant.	29 300	81 447
	Number of women : 1) connected to e-platforms for information, 2) sending and receiving money in the context of value chain transactions, or 3) connected to other digital services related to market participation where relevant.	10 221	19 738
	Number of youth : 1) connected to e-platforms for information, 2) sending and receiving money in the context of value chain transactions, or 3) connected to other digital services related to market participation where relevant.	5 937	28 398

Tier III: Operational efficiency and effectiveness			
Scale	Amount of funds approved	72 833 776	72 833 776
Speed of IFAD Response	Average time from approval by VP13 to 1 st disbursement (days)	90 days	147 days
Speed of implementation	Disbursement rate at planned completion date	100 %	93%
In country partnerships	Number of CRI-funded activities implemented through government entities	Tracked	12
	Number of CRI-funded activities implemented through UN/RBA collaboration	Tracked	1
	Number of CRI-funded activities implemented in partnership with farmers' organizations, NGOs or private sector entities	Tracked	3
Learning and knowledge-sharing	Number of learning/dissemination events about the CRI and its impact on communities facing impacts of the crisis and other shocks	28	87
	Number of external blogs about the CRI and its impact on communities facing impacts of the crisis and other shocks	13	14

Overview of knowledge and communication products

Overview of the CRI published EB Reports

- **EB report:** Protecting Rural Livelihoods and Resilience - IFAD's Response to the Impacts of the War in Ukraine: A Crisis Response Initiative (CRI) - ([EB 2022/135/R.39](#))
- **EB report:** Update on IFAD's Crisis Response Initiative ([EB 2023/OR/3](#))
- **EB report:** Second update on IFAD's Crisis Response Initiative ([EB 2024/OR/12](#))
- **EB report:** Final update on IFAD's Crisis Response Initiative (Available Q4 2025)

Overview of the CRI knowledge and communications products

Global

- CRI webpage: <https://www.ifad.org/en/initiatives/crisis-response-initiative>
- Initial CRI brochure : <https://www.ifad.org/en/w/publications/ifad-response-to-the-impacts-of-the-war-in-ukraine-a-crisis-response-initiative>
- CRI video : Available Q4 2025
- CRI Final Communications Publication : Available Q4 2025
- CRI Final Publication on Implementation : Available Q4 2025

Afghanistan

- Blog from IFAD's Country Director: [Afghanistan shows how times of crisis](#)
- Rural Voices: [Rebuilding Livelihoods in Afghanistan's rural communities](#)
- Lessons Learned: [Rebuilding livelihoods in Afghanistan's rural communities](#)
- IFAD Video: [AFGHANISTAN: Rebuilding livelihoods in rural communities](#)
- DCA Video: [IFAD CRI And RPSF Project Activities](#)

Burundi

- Press release: [IFAD and Burundi sign US\\$3 million grant to help cushion small-scale farmers from continued impacts of Ukraine crisis](#)
- Blog from IFAD's Country Director: [Rural futures in focus Burundi](#)

Chad

- IFAD video: [Chad: responding to crisis](#)
- Blog from IFAD's Country Director: [Rural Futures in Focus: Chad](#)

Eritrea

- CRI Highlights: [Eritrea – Sustainable Smallholder Transformation through Crisis Response](#)
- Video: ["Eritrea: supporting farmers to be resilient to the world's shocks"](#)

Ethiopia: CRI Highlights: [Ethiopia: Agricultural input vouchers and simplified procurement processes help farmers recover from shocks](#)

Malawi

- Blog: [After Cyclone Freddy, investment brings hope to rural Malawi](#)
- Video: [Building resilience in Malawi after Cyclone Freddy](#)
- Publications:
 - [Building smallholder farmers' climate resilience: Lessons learned from IFAD's response to Cyclone Freddy in Malawi](#)
 - [Technical Brief: IFAD's response to tropical cyclone Freddy in Malawi](#)
- Podcast: [Food. Future. Episode 61 – Harnessing diversity for agricultural resilience](#)

Niger: Blog from IFAD's Country Director: [Rural futures in focus: Niger](#)

Uganda: Video: [Uganda: relief for small-scale farmers](#)

Yemen

- Blog from IFAD's Country Director: [Rural futures in focus: Yemen](#)
- Video: [Yemen: Fighting the impacts of war and floods](#)
- Lessons learned publication: [Crisis Response Initiative – Yemen: Community-driven approach to soil and water conservation \(May 2025\)](#)